

L'extrême droite de Le Pen à Zemmour est un danger pour l'école, pour les personnels et pour les élèves !

Une progression alarmante de l'extrême droite

À l'approche des élections présidentielles, l'extrême droite est quasi omniprésente dans les médias : Zemmour et Le Pen imposent les termes du débat public.

D'une part, l'extrême droite impose sa vision du monde qui repose sur la peur et la haine de l'autre : les personnes immigrées, musulmanes, juives ou LGBTI... et l'exaltation d'une "nation française" entendue comme excluante.

D'autre part, la progression de l'extrême droite et la diffusion de ses idées réactionnaires dans la société encouragent l'action des groupes d'ultra-droite violents : depuis 2017,

neuf attentats terroristes, dont trois depuis août 2021, ont été déjoués et leur menace est grandissante. Ces groupes violents appellent à s'en prendre à des lieux de culte (mosquées et synagogues), à des lieux qu'ils associent à l'immigration, ou à des lieux « de gauche », des personnalités politiques ou encore dernièrement des centres de vaccination.

20 ans après les manifestations anti-Le Pen, les candidat-es d'extrême droite se sont hissé-es en haut des sondages d'opinion. SUD éducation décrypte leur programme pour l'école.

L'école doit être un rempart social contre l'extrême droite

Du temps du FN de Jean-Marie Le Pen, le discours de l'extrême droite sur l'école se concentrait sur la défense d'une école privée largement confessionnelle. Depuis, avec la tentative de dédramatisation engagée par Marine Le Pen, le Rassemblement national a essayé de s'implanter via le Collectif Racine

dans l'Éducation nationale, heureusement sans succès. Le collectif Racine créé en 2013 a pour objectif de diffuser sa vision décliniste de l'école auprès des personnels. Pour ce collectif dont la plupart des membres soutiennent actuellement Zemmour, l'école est en "péril" du fait de l'esprit de mai 68 et des

théories pédagogiques : c'est bien mal connaître les difficultés des personnels dans l'école actuelle !

L'Éducation nationale, c'est plus d'un million de personnels. Il est vital de ne pas fléchir face aux discours de l'extrême droite et de continuer à convaincre nos collègues que l'extrême droite consiste un danger colossal pour l'école, pour ses personnels et ses élèves mais aussi pour la démocratie sociale en général. Les programmes du RN et de

Zemmour pour l'école poursuivent deux objectifs :

→ accentuer la ségrégation sociale en instaurant un service public d'éducation au rabais, ce qui a pour objectif d'organiser la fuite vers l'enseignement privé pour les élèves des classes supérieures,

→ instrumentaliser le service public d'éducation pour diffuser une idéologie réactionnaire.

L'extrême droite soutient la politique de Blanquer

Depuis l'investiture du ministre Blanquer, le Collectif Racine n'a rien écrit des politiques de casse du service public d'éducation orchestrées par celui-ci : rien sur les suppressions de postes, rien sur les réformes des lycées qui ont pourtant dégradé les conditions de travail des personnels, ni sur Parcours sup' qui opère une sélection sociale inacceptable !

L'extrême droite de Le Pen à Zemmour est satisfaite de l'action du ministre Blanquer et se félicite :

- de la priorité au développement de l'école privée, largement confessionnel : la plus forte augmentation de budget pour la rentrée 2022 concerne l'enseignement privé et l'obligation de scolarisation à partir de 3 ans oblige l'État à financer le développement des écoles privées,
- des attaques contres la liberté pédagogique des enseignant·es afin d'uniformiser les pratiques,
- de l'aggravation de la sélection sociale et la mise en concurrence des élèves via les réformes des lycées et Parcours sup',
- de la liquidation de l'éducation prioritaire via une baisse drastique de moyens pour les établissements qui accueillent les élèves les plus défavorisés,
- de l'absence de véritable politique de prévention et de lutte contre les discriminations,
- du dévoiement de la laïcité pour diffuser des idées islamophobes.

Zemmour et Le Pen veulent une école qui consacre les inégalités et les discriminations

Lorsque l'on observe les propositions du Rassemblement national ou de Zemmour pour l'école, on remarque qu'il n'y a pas de remise en cause de la politique actuelle de Blanquer. Bien au contraire, l'extrême droite propose des mesures encore plus rétrogrades, dangereuses et inégalitaires.

→ L'extrême droite ne parle pas des vraies difficultés de l'école

Dans son programme, le RN ne parle jamais des difficultés des personnels de l'Éducation nationale : du bâti délabré, des injonctions permanentes de la hiérarchie, du manque de moyens et de formations pour les personnels, du manque de personnels médico-sociaux et AESH.... Au contraire, l'école n'apparaît dans le programme du RN, que pour appuyer un discours xénophobe sur l'insécurité. Sur les 18 brochures programmatiques du RN, aucune

ne concerne l'école ! Même constat chez Zemmour, pour qui le thème de l'école rime avec "théorie du genre", "immigration", "effondrement du niveau" mais jamais avec "manque de moyens", "classes surchargées", "organisation pathogène du travail", "manque de reconnaissance pour les personnels" : cette instrumentalisation de l'école par l'extrême droite est insupportable.

→ L'extrême droite instrumentalise le discours républicain pour diffuser ces idées inégalitaires

Le programme du RN diabolise les "banlieues" et crée un récit fantasmé de celles-ci. Le RN dit vouloir y rétablir "sans concession de l'ordre républicain" qui se décline dans son Plan Banlieue en trois mots : "discipline", "sécurité" et "répression". Au contraire, SUD éducation et l'ensemble des organisations progressistes revendiquent le rétablissement des services publics dans les quartiers populaires avec un financement à la hauteur des besoins afin de garantir l'accès de tou·tes aux droits constitutionnels : le droit à l'éducation, à la santé, au logement... Les services publics et les droits sociaux sont le fondement d'une société qui garantit l'égalité de traitement entre tou·tes.

La traduction dans le secteur de l'école de ce dévoiement du discours républicain s'incarne dans "l'action 19" du "Plan banlieue" du RN qui consiste à "Développer les internats d'excellence et y instaurer la priorité nationale".

L'action du RN consiste donc à développer un dispositif dont les personnels sur le terrain ont déjà éprouvé l'inefficacité et les résultats décevants, en y ajoutant une mesure profondément raciste. Ici le RN montre son vrai visage : celui d'un parti qui discrimine les enfants et détruit le vivre-ensemble en imposant un régime d'inégalités en fonction de la nationalité. C'est l'extension d'un régime de préférence nationale aux élèves qui est proposée par le RN. Cette proposition va à l'encontre de notre projet d'une école ouverte à tou·tes !

L'urgence pour l'éducation prioritaire n'est pas de développer les dispositifs d'excellence mais bien d'élever la qualité du service public d'éducation qui est largement dégradé dans les quartiers populaires du fait du manque de moyens.

→ Nostalgie du retour à l'école de la III^e République : inégalités et autoritarisme au programme

La prose de Le Pen et celle de Zemmour mettent au jour une vision autoritaire de

l'école. La première mesure du RN pour l'école est d'instaurer un uniforme ou une

blouse à l'école et au collège pour les élèves. A nouveau, le RN ne propose que des mesures "de vitrine", passéistes et rétrogrades, qui ne permettront pas d'améliorer les conditions d'étude des élèves. Le retour à l'uniforme fait partie d'une vieille rengaine de l'extrême droite nostalgique de l'école de la IIIe République.

Or il faut rappeler que l'école de la IIIe République était une école profondément inégalitaire qui organisait une ségrégation et une hiérarchie sociale accrue. L'école de la IIIe République opérait une sélection forte puisque les enfants du peuple n'avaient pas accès aux mêmes écoles que les enfants des classes supérieures. C'était également une école des inégalités entre les filles et les garçons. Sans compter que cet école soutenait et diffusait le discours colonial de l'impérialisme français.

Le collectif Racine va plus loin dans la nostalgie de cette école du passé en proposant, comme Zemmour, la suppression du "collège unique" afin d'orienter vers la voie professionnelle les élèves dès la fin de la sixième pour commencer au plus tôt l'apprentissage.

Zemmour en appelle sur le site de son mouvement "Génération Z" à "une école sélective et méritocratique". Son modèle est explicite : il faut, pour Zemmour, sélectionner les élites prioritairement parmi les enfants des élites. Pour lui, la sous-représentation des enfants d'ouvrier·es et d'employé·es dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les filières les plus sélectives, s'explique par leur manque de "mérite", contrairement aux enfants des classes les plus favorisées qui sont eux sur-représentés dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les grandes écoles. Ainsi Zemmour tend à confondre le mérite et la naissance. Au contraire, le rôle d'une démocratie sociale est de donner davantage à celles et ceux qui, par les conditions sociales dans lesquelles ils et elles vivent, ont moins de chances de poursuivre les études de leur choix.

La fin du collège unique incarne la politique ségrégative de l'extrême droite dont l'objectif est d'orienter le plus tôt possible les enfants des classes populaires vers un métier nécessitant peu de qualifications scolaires en brimant leur accès à une culture commune dispensée dans les enseignements généraux. Au contraire, la question pour SUD éducation est celle de rendre le service public d'éducation plus accessible aux élèves qui ont des difficultés scolaires et sociales plus importantes, et surtout pas de les exclure de l'école comme le propose l'extrême droite. La scolarité unique via "le collège unique" est un progrès social que le manque de moyens (les classes surchargées, l'absence de fléchage d'heures pour financer les options...) met en danger.

De même, selon les brochures du RN, le retour de l'uniforme permettrait d'imposer "l'unité nationale" dans "les quartiers". Les personnels de l'Éducation nationale savent que le RN pose les mauvaises questions avec son obsession du nationalisme et qu'imposer un vêtement ne constitue pas une solution aux défaillances des missions régaliennes de l'État dans les quartiers populaires.

Néanmoins, les mesures autoritaires du RN ne concernent pas uniquement les élèves, mais également les personnels. L'une des mesures énoncées par le RN pour l'école concerne le lancement d'un "plan de contrôle des enseignements" afin que "les enfants aient bien accès à un enseignement conforme à nos valeurs". Le RN prône une instrumentalisation de l'école au service de son idéologie. Les valeurs du RN ne sont pas celles de l'école ni de ses personnels. Il est à craindre des fortes restrictions contre la liberté pédagogique des enseignant·es si l'extrême droite arrivait au pouvoir.

Les attaques contre les personnels ne s'arrêtent pas là car Zemmour attribue la soi-disant et très controversée "baisse du niveau de l'école" aux méthodes pédagogiques des enseignant·es qui ne pratiquent pas selon lui suffisamment le "modèle d'antan", c'est-à-dire "les méthodes traditionnelles d'acquisition des

savoirs, le « par cœur », la leçon magistrale, l'autorité du maître.” : les enseignant-es sont pourtant les mieux placé-es pour évaluer les difficultés de leurs élèves et mettre en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées, même

si celles-ci ne plaisent pas au polémiste d'extrême droite.

SUD éducation s'oppose à cette conception rétrograde de l'enseignement et défend la diffusion des pédagogies émancipatrices.

→ L'extrême droite défend une conception nationaliste, sexiste et xénophobe de l'école

Pour l'extrême droite, de Zemmour à Le Pen, il faut mettre davantage en avant l'enseignement du français et de l'histoire, considéré comme “des fondamentaux”. Cette obsession montre bien la méconnaissance du secteur de l'éducation par l'extrême droite, ainsi que sa volonté d'instrumentaliser l'école au service de son idéologie. Par ailleurs, on peut facilement déduire que cette proposition s'applique prioritairement aux élèves issus des classes populaires qui étudient au sein de l'école public, les élèves issus des classes supérieures auront eux toujours accès à une formation plus complète et plus riche grâce à toutes les officines privées de cours particuliers, de cours du soir ainsi qu'au sein de l'école privée.

Le programme du RN au sujet du contenu des enseignements s'attache principalement à renforcer le volume horaire des cours d'histoire et de français dans une visée exclusivement nationaliste : il s'agit de “mettre en place un Roman national qui redonne des repères historiques, identitaires et culturels uniques à tous les petits Français” selon les mots du RN. On voit bien à quel point l'enseignement est instrumentalisé par l'extrême droite. Pour l'extrême droite, l'exaltation de la nation, c'est avant tout l'exclusion et la domination pour tou-ttes celles et ceux qui n'entrent pas dans ce “roman national” homogène et unique. Au contraire, à l'école, on apprend aussi le vivre-ensemble et la tolérance. Le RN œuvre pour rendre invisibles les différences et uniformiser la population autour du fantasme de la nation française.

C'est pourquoi le RN propose deux mesures visant à discriminer les populations qu'il ne juge pas conformes à son idéologie nationaliste.

D'abord, le RN revendique la suppression des enseignements de langue et de culture d'origine (ELCO) : cette mesure est une mesure purement xénophobe qui a pour but de discriminer les personnes immigrées en les contraignant à couper les liens linguistiques qu'elles pouvaient conserver avec leur pays d'origine.

De plus, le RN vise spécifiquement les élèves de confession musulmane en revendiquant l'interdiction des repas de substitution dans les cantines. Pourtant les repas de substitution ne dérogent pas aux exigences de neutralité du service public. Le Conseil d'État a rendu une décision en ce sens le 11 Décembre 2020 en indiquant que : « la laïcité n'est ni le reniement ni le cantonnement des religions. Elle est la condition du respect des choix personnels dans une société ouverte où histoire et patrimoine ont été souvent forgés par les grandes traditions spirituelles ou religieuses.

La laïcité de l'État implique donc une neutralité des services publics à l'égard de toutes les croyances ou pratiques religieuses ». Avec sa proposition d'interdiction des repas de substitution, le RN continue de dévoyer l'idée de laïcité à des fins islamophobes et antisémites.

Sur le site de Génération Z, on peut lire un résumé très explicite du programme de Zemmour pour l'école puisqu'il est écrit

qu'“Eric Zemmour estime que l'idéologie progressiste occupe une place trop importante dans les programmes scolaires de l'enseignement secondaire”, c'est pourquoi Zemmour défend un programme composé des pires régressions sociales pour l'école : il dénonce la place des femmes dans les programmes d'histoire et de tous les enseignements qui permettraient de lutter contre les discriminations et de sensibiliser les élèves aux enjeux de la crise climatique.

En octobre 2021, suite à la sortie de la circulaire concernant l'accueil des élèves trans en milieu scolaire, il disait vouloir interdire leur accès à l'école : Zemmour défend le règne de l'intolérance et de la maltraitance.

Zemmour se fait ainsi la voix des groupes d'ultradroite, des suprémacistes blancs, des antisémites mais aussi des militant-es de la Manif pour tous qui le soutiennent activement.

Les personnels de l'Éducation doivent être un rempart contre l'extrême droite

L'extrême droite instrumentalise le discours républicain et la laïcité afin de véhiculer des idées contraires aux valeurs démocratiques de la République. Chacune des propositions du RN ou de Zemmour sur l'école a une visée raciste, islamophobe, nationaliste, autoritaire ou rétrograde.

Les personnels de l'Éducation nationale œuvrent chaque jour à construire une école émancipatrice pour les élèves mais aussi à construire la société de demain en sensibilisant les élèves à la lutte contre les discriminations, aux enjeux environnementaux mais aussi aux idéaux de justice sociale. Ces aspirations des personnels sont incompatibles avec le discours de l'extrême droite, qu'il soit celui de Marine Le Pen, d'Eric Zemmour ou d'autres colporteurs de haine.

SUD éducation porte cette démarche dans un cadre unitaire, notamment à travers la publication récente d'une tribune dans le quotidien Libération appelant les personnels à faire front contre l'extrême droite et ses idées.

Les personnels subissent depuis 5 ans l'action désastreuse d'un ministre autoritaire et ultra-libéral. L'extrême droite au pouvoir ne remettra pas en cause la politique de Blanquer : elle ne fera que l'accentuer en réprimant, en discriminant davantage jusqu'à mettre en danger la démocratie elle-même.